

De Blum à Mitterrand

ANTOINE ARTOUS

LE rapport de forces social et politique était à première vue meilleur pour les travailleurs en 1936 qu'après le 10 mai 1981. Ce dernier n'est, après tout, qu'une simple victoire électorale sans mobilisation de masse. Il faut pourtant se méfier des comparaisons superficielles. En fait, la classe ouvrière aborde l'après-mai 1981 de façon plus favorable qu'en 1936.

Au moment de la victoire du Front populaire, ce qui dominait la scène internationale, c'était Staline et la consolidation de son pouvoir contre-révolutionnaire en URSS ; c'était Hitler et ses préparatifs de guerre. Cette situation n'avait pu se forger que sur la base de profondes défaites ouvrières : en premier lieu, l'écrasement des travailleurs allemands par le nazisme. Certes, en 1936, nombreux étaient les signes de la montée d'une nouvelle vague révolutionnaire : France, Espagne, mais aussi approfondissement de la radicalisation dans des pays comme la Belgique et la Pologne. Mais ce qui se faisait le plus lourdement sentir, c'était les contre-coups de la vague réactionnaire et des défaites ouvrières.

Un autre contexte international

La victoire de Mitterrand se situe dans un autre contexte. L'impérialisme US cherche certes à reprendre du poil de la bête, mais il n'a pu éviter la victoire de la révolution nicaraguayenne, ne réussit pas à écraser les

forces révolutionnaires au Salvador ; aux USA même, commencent à germer les signes d'une radicalisation ouvrière. L'URSS intervient en Afghanistan, se prépare à le faire peut-être en Pologne, mais ce qui domine c'est la formidable mobilisation des travailleurs polonais qui ébranle tout le système stalinien. Depuis le tournant marqué par le Mai 68 français et la victoire du peuple vietnamien contre les USA, les explosions révolutionnaires se sont multipliées au niveau international. Dans certains pays, des reculs partiels ont pu avoir lieu. Mais ils n'ont rien de comparable aux effets qu'eut sur la classe ouvrière internationale l'écrasement du prolétariat allemand par Hitler... La tendance générale actuelle est celle d'une montée de la lutte des classes.

Ces rapports de forces internationaux se réfractent en France. Lors des élections d'avril et mai 1936, les partis ouvriers n'avaient pas la majorité au sein de l'Assemblée puisqu'ils comptaient 228 députés (146 SFIO, 72 PC, 10 PUP) contre 364 pour les partis bourgeois (dont 116 radicaux). La majorité de gauche dépendait donc des voix des radicaux qui n'avaient fait un tel score que grâce aux voix ouvrières au second tour, mais obtenaient encore au premier tour 1 725 000 voix (contre 2 315 000 en 1932). Le PC n'en avait obtenu que 1 468 000 et la SFIO 2 206 000. On était donc loin des radicaux de gauche rachitiques d'aujourd'hui. On sait que, dans l'Assemblée actuelle, le PS et le PC ont la majorité absolue (1). Ce phénomène ne traduit pas simplement la profondeur de la radicalisation politique, il s'enracine aussi dans une autre différence d'avec 1936 : à l'époque, la classe ouvrière était minoritaire dans

1. Les résultats électoraux ne sont, pour les révolutionnaires, qu'un indice déformant. Mais quand se traduit, à ce niveau, une forte poussée ouvrière, l'indice n'est que plus significatif du rapport de forces réel. La comparaison entre 1936 et 1981 dans le nombre de députés élus est significative car le mode de scrutin est le même et le découpage électoral a peu varié (variations se faisant d'ailleurs au détriment des concentrations ouvrières).

le pays, aujourd'hui, elle est non seulement plus concentrée mais largement majoritaire.

Lors du Front populaire, les réformistes justifiaient leur politique de collaboration de classes avec les radicaux et la limitation des revendications ouvrières par la nécessaire alliance avec les couches moyennes et la bourgeoisie « démocratique » contre le fascisme. Il s'agissait d'alibis pour couvrir une politique de collaboration de classes, mais ces « alibis » existaient tout de même ailleurs que dans les discours des réformistes : le fascisme était une réelle menace et, nous l'avons dit, les « couches moyennes » majoritaires en France.

En 1981, ces alibis ne sont pas là : la « démocratie » n'est pas menacée par le fascisme et les « nouvelles couches moyennes » (en fait, dans leur majorité, nouvelles couches de la classe ouvrière) ont voté pour les partis ouvriers et non pour les partis bourgeois. L'alliance avec les radicaux et gaullistes « de gauche » ne peut même pas se prévaloir de la nécessité d'avoir une majorité parlementaire ou de tenir compte des « couches moyennes ». Certes, Mitterrand ne manquera pas d'enfourcher le cheval de la crise et des contraintes économiques internationales pour appeler les travailleurs à la modération. Mais ces discours risquent de ne pas être entendus. Ne serait-ce que parce que cet argument est à double sens : si c'est vraiment à cause de la crise du capitalisme que les travailleurs voient leur situation se dégrader, n'est-ce pas une preuve de plus que, pour sortir de la crise, il faut sortir du capitalisme ? Marchais et Mitterrand n'ont-ils pas d'ailleurs expliqué que cette crise n'était pas inéluctable, qu'elle était la faute d'un système ?

La situation est d'autant plus défavorable à la bourgeoisie que celle-ci connaît une crise profonde de direction politique, de ses partis, qui n'était pas équivalente en 1936. C'est là, bien sûr, un contrecoup de la défaite électorale mais, plus profondément, le produit de la logique propre des institutions de la V^e République. Depuis l'avènement du gaullisme, la bourgeoisie se structurait beaucoup plus directement à travers l'Etat fort que des partis. Ainsi a-t-on parlé de l'Etat-UDR, puis de l'Etat-Giscard. Perdant la présidence et la majorité parlementaire, la bourgeoisie n'a pas tout perdu mais elle ne dispose pas d'un instrument politique unifié pour

mener ses batailles. Le CNPF peut se porter en première ligne face au vide actuel, mais ce n'est pas sa fonction de devenir le « parti » de la bourgeoisie. Certes, cette crise de direction ne sera pas éternelle et la bourgeoisie se restructurera politiquement au travers des affrontements à venir. Mais pour l'instant, ce handicap pèse lourd et ne sera pas résorbé par un simple replâtrage de l'UDF ou du RPR. Il pèse d'autant plus lourd que la logique de centralisation politique des institutions joue pour l'instant en faveur de la gauche.

L'emprise des réformistes est différente

En 1936, les réformistes semblaient moins bien contrôler la classe ouvrière qu'aujourd'hui. N'avait-on pas assisté dans les années 1934 et 1935 à des mobilisations à la base, à des explosions spontanées (comme à Brest ou à Toulon), à une grève générale juste après la victoire électorale ? Le Front populaire arriva au pouvoir sur un fond de mobilisation sociale. Ce n'est pas le cas en 1981 et les appareils semblent beaucoup plus structurer en profondeur la classe ouvrière.

Cela est d'ailleurs vrai historiquement, n'oublions pas qu'avant 1936, les organisations ouvrières existaient peu à l'intérieur des entreprises car la répression patronale s'exerçait férocement. Si les comités de grève ont rapidement fleuri (beaucoup plus qu'en Mai 68) lors des occupations d'usines de Juin 36, c'est en grande partie parce que les syndicats n'étaient pas présents dans les entreprises.

La dynamique sociale des mobilisations pouvait, en 1936, avoir un aspect plus spontané, moins encadré par les réformistes. Pourtant, au plan politique, la chose n'était pas aussi simple. Parce qu'il était lié à la révolution d'Octobre encore fraîche dans les mémoires et paraissait plus à gauche que la SFIO, le PC se construisit massivement après les grandes grèves de mai-juin 1936 en gagnant à lui les travailleurs combattifs et d'avant-garde qui étaient apparus dans les mobilisations. La dynamique sociale propre de la classe ouvrière déborda largement le cadre dans lequel voulaient la maintenir les sociaux-démocrates et les staliniens,

mais au plan politique, les ruptures ne touchèrent finalement pas des secteurs significatifs du mouvement ouvrier, malgré les ébranlements qui traversèrent les appareils.

En 1981, la situation est différente. La classe ouvrière a connu Mai 68. Depuis, toute une génération de militants ouvriers, de militants syndicalistes a fait ses armes dans des conditions différentes de 1936. C'est d'abord la crise du stalinisme. Les difficultés que rencontre le PC ne sont pas conjoncturelles, mais liées à un déclin historique qui a des racines internationales et nationales. Dans les explosions futures, le PCF ne se trouvera pas en position de gagner à lui durablement et solidement la nouvelle génération de militants ouvriers que porteront les luttes, même s'il peut se regonfler partiellement en gauchissant le ton. Depuis 1968, c'est essentiellement la social-démocratie qui a profité de cette crise du stalinisme et la victoire de Mitterrand ne peut que renforcer ce phénomène. Mais cette poussée est fragile. D'abord parce que l'on voit mal comment elle réussirait à redorer durablement son blason. Les atouts conjoncturels apportés par la victoire de Mitterrand ne doivent pas faire oublier que les travailleurs ont aussi fait l'expérience historique de la social-démocratie. Une expérience qui n'est pas lointaine : Allemagne, Portugal. Ensuite parce que le PS français n'a pas la tradition organisationnelle et politique pour réussir à structurer en profondeur la classe ouvrière en même temps qu'il gère l'Etat bourgeois. Le PS peut se gonfler, mais de façon extrêmement fragile.

Il ne faut pas, bien sûr, introduire d'illusions : les masses ne vont pas du jour au lendemain déborder les réformistes. On sait au contraire que, dans une première phase de montée de la radicalisation, les masses dans leur majorité se tournent vers les partis traditionnels. Il n'empêche que ces partis ne pourront pas contrôler politiquement de la même façon la classe ouvrière ; que l'adhésion qu'ils recueillent auprès de tous ces travailleurs et militants n'est pas d'une solidité à toute épreuve et se fait sur la base d'une méfiance accumulée par Mai 68 et dix ans d'expérience de luttes et de batailles syndicales. L'indice de cette situation est d'ailleurs l'existence d'organisations révolutionnaires présentes dans les entreprises et dans le mouvement syndical. Si l'on additionne la Ligue, l'OCI et LO, on peut affirmer qu'il n'y avait pas le dixième

(en termes de forces et d'implantation) de cette réalité au moment du Front populaire.

Si les différences dans la situation objective sont importantes entre 1936 et 1981, les réformistes développent fondamentalement la même stratégie politique : ce n'est pas simplement par souci de coller à la mémoire populaire que Mitterrand et Mauroy font sans cesse référence à cette période. L'essence de cette stratégie se résume à peu de choses : au front unique de la classe ouvrière et de ses organisations — front unique qui s'enracine dans la mobilisation des travailleurs et autour de leurs revendications —, les réformistes substituent un front de collaboration de classes qui recherche l'alliance avec la bourgeoisie. Au sortir de la période sectaire du stalinisme (« classe contre classe » mais refus d'une politique de front unique), de nombreux courants à gauche du PC et du PS ont cru que l'avènement du Front populaire réalisait enfin l'unité de combat de la classe ouvrière. Les trotskystes, qui combattaient depuis longtemps pour le front unique et avaient trouvé un certain écho chez des militants socialistes ou communistes, se retrouvèrent alors isolés dans leur refus de confondre front unique sur des bases de classe et Front populaire (2).

2. Trotsky emploie sans cesse dans un double sens la notion de Front populaire. Parfois pour désigner la politique mise en œuvre (par exemple en France et en Espagne) par le VII^e Congrès de l'Internationale communiste face au fascisme. Mais il use aussi d'une définition extensive du front populaire : il s'agit alors de caractériser une politique des partis ouvriers qui, face à une puissante montée du mouvement des masses menaçant l'ordre établi, constituent une alliance avec un parti bourgeois pour s'opposer à ce mouvement des masses et le maintenir dans le cadre du respect de la propriété privée.

Ainsi, Trotsky écrit en juillet 1936 : « La question des questions est à présent celle du front populaire... A notre époque, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme ; car on oublie souvent que le plus grand exemple historique de front populaire, c'est la révolution de Février 1917. De février à octobre, les mencheviks et les sociaux-démocrates, qui constituent un bon parallèle avec les "communistes" et les sociaux-démocrates, ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des "cadets", avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition. Sous le signe du front populaire se trouvait toute la masse du peuple, y compris les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Bien sûr, les bolcheviks participaient aux soviets.

Mais ils ne faisaient pas la moindre concession au front populaire. Ils exigeaient la rupture du front populaire, la destruction de l'alliance avec les cadets, et la création d'un véritable gouver-

nement ouvrier et paysan. » (Tome 10 des OEuvres, page 249.)

Dans ce sens, le gouvernement Mauroy est un gouvernement de type front populaire. Mais une fois cette caractérisation globale établie, pour fonder une tactique générale concrète (à partir d'une vision stratégique générale : la rupture avec la bourgeoisie), il faut être capable d'analyser aussi les différences entre le « front populaire » de Février 17, celui de 1936 et celui du gouvernement Mauroy en 1981.

Les courants gauche au sein de la SFIO, regroupés autour de Marceau Pivert étaient, sur bien des propositions d'action immédiate, d'accord formellement avec Trotsky. Mais il y avait une différence fondamentale : la croyance au fait qu'il était possible de transformer de l'intérieur le Front populaire en instrument de lutte au service des travailleurs. D'où leur refus de critiquer le principe même de l'alliance avec des partis bourgeois et leurs capitulations successives devant la direction Blum et les staliniens.

Une chose est la pédagogie que les révolutionnaires doivent développer en fonction du niveau de conscience des masses et des illusions qui existent dans les directions réformistes. Autre chose est la clarté politique par rapport à la stratégie réformiste : Marceau Pivert croyait qu'il suffisait de transformer le Front populaire en « Front populaire de combat », Trotsky s'opposait à toute stratégie de front populaire.

L'expérience historique — celle de 1936 mais aussi bien d'autres — a tranché clairement. En défaveur de Marceau Pivert. C'est pourquoi l'orientation politique alors développée par Trotsky reste d'une profonde actualité. Pour les trotskystes, le gouvernement de Blum — comme celui de Mauroy — n'est pas un gouvernement au service des travailleurs. Il reste un gouvernement bourgeois au sens où non seulement il comporte des ministres bourgeois, mais surtout parce que sa politique n'est pas une politique — même empirique et tâtonnante — de rupture avec le capitalisme.

La même politique de collaboration de classes

La particularité de ce type de gouvernement réside dans les rapports qu'il entretient avec la classe ouvrière.

A ce gouvernement participent les partis majoritaires de la classe ouvrière. Les travailleurs ont par rapport à lui une attitude différente. Mais comprendre cette particularité est décisif pour définir une orientation politique.

On peut établir des nuances importantes entre 1936 et 1981. Au moment du Front populaire, le PC ne

participait pas formellement au gouvernement. Surtout, le gouvernement Blum avait été porté au pouvoir sur la base d'une mobilisation unitaire des travailleurs face au fascisme. Ce n'est pas le cas du gouvernement Mauroy : son rapport au mouvement des masses n'est donc pas tout à fait le même. Sur le fond, cela n'enlève rien à la tactique que doivent développer les révolutionnaires vis-à-vis de ce gouvernement ; tactique qui, finalement, n'est qu'un prolongement de la politique de front unique ouvrier. Les révolutionnaires doivent :

— Garder leur absolue indépendance politique vis-à-vis d'un tel gouvernement.

— Expliquer aux travailleurs — et le prouver par leurs actes — qu'ils ont le même ennemi qu'eux : le patronat qui ne manquera pas de s'opposer aux espoirs de changement qui germent dans une telle situation. Les révolutionnaires appuient donc toutes les mesures du gouvernement qui vont dans le sens des intérêts des travailleurs. Ils sont prêts à lutter à ses côtés — mais en toute indépendance — contre les offensives réactionnaires. De façon plus générale, c'est en positif qu'ils se situent vis-à-vis de lui. C'est-à-dire que le point de départ de leur critique doit toujours se faire en fonction des meilleurs moyens et mesures à prendre pour défendre les travailleurs que ce gouvernement est censé représenter.

— Expliquer qu'il n'y a que deux voies possibles : la rupture avec la bourgeoisie pour satisfaire les revendications des travailleurs en s'appuyant sur leurs mobilisations, ou la capitulation pure et simple.

Comme l'explique le PROGRAMME DE TRANSITION de la IV^e Internationale : « *De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du gouvernement ouvrier et paysan.* »

En 1936, le PS et le PC s'étaient alliés avec les radicaux qui, bien qu'en déclin, représentaient l'un des

principaux partis bourgeois de l'époque.

En 1981 — comme lors de l'Union de la gauche —, le PS et le PC sont alliés non pas avec des partis bourgeois significatifs mais avec des personnalités bourgeoises qui n'ont pas le soutien de la classe dominante, ni même d'une de ses fractions importantes. Ces « ombres de la bourgeoisie » (Trotsky) n'occupent même pas, comme durant la guerre civile en Espagne, des postes politiques centraux.

Dans le Front populaire espagnol, les bourgeois républicains ne représentaient qu'eux-mêmes mais se trouvaient à des positions essentielles, comme le président de la République, Azana. La signification politique de la présence des ministres bourgeois dans le gouvernement Mauroy ne peut se mesurer à leur poids propre. Leur présence est l'une des concrétisations de la politique de collaboration de classes du PS et du PC et doit être dénoncée en tant que telle.

Par contre, lorsqu'on veut analyser de plus près tel ou tel gouvernement de front populaire, de collaboration de classes, et définir concrètement des angles d'attaque vis-à-vis de lui, il faut être plus précis. En juillet 1936, Trotsky écrivait : « *Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire qu'il faille le protéger, mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs.*

Son flanc droit, ce sont les radicaux. Il faut nuancer, personnifier notre critique du gouvernement, en réservant nos coups les plus terribles aux ministres radicaux, et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes que ce sont Daladier, Delbos et Rucart, etc. qui sabotent et qui ne peuvent ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement. Le service de deux ans reste.

Les officiers réactionnaires gardent leur place. L'organe de Léon Blum, LE POPULAIRE, continue d'être interdit dans les casernes. Qui est responsable ? Daladier, le vieil agent de l'impérialisme français. Les radicaux sont la ligne de moindre résistance pour la critique révolutionnaire. En concentrant le feu sur les ministres radicaux — avec des exemples tout à fait concrets — vous trouverez facilement l'oreille des ouvriers socialistes et communistes... Le mot d'ordre ne peut pas être "A bas le gouvernement Blum !", mais "Il faut chasser les bourgeois ra-

dicaux du gouvernement Blum !". Voilà la nuance. Elle est extrêmement importante pour cette période, mais elle ne signifie nullement "la protection" du gouvernement Léon Blum. »

La rupture avec la bourgeoisie : sur quels axes ?

Il suffit de faire le bilan du gouvernement Mauroy depuis quelques mois pour voir que les choses ne peuvent pas fonctionner tout à fait comme en 1936. La place des radicaux et autres ministres bourgeois dans le gouvernement Mauroy n'est pas la même que sous le Front populaire. L'exigence de la rupture politique avec la bourgeoisie ne peut se cristalliser aux yeux des masses, et dans la conjoncture actuelle, par la seule bataille pour le départ des ministres bourgeois. Ce n'est pas tout à fait par hasard qu'il s'en trouve ainsi. C'est d'abord la traduction d'un rapport de forces politique et social qui est — comme nous l'avons dit — beaucoup plus favorable à la classe ouvrière qu'en 1936. La conséquence immédiate en est la polarisation beaucoup plus forte entre partis ouvriers et partis bourgeois.

Cette polarisation est renforcée par la logique propre des institutions de la V^e République qui ne permettent pas un jeu parlementaire classique, mais procèdent par centralisation du pouvoir politique et exclusion de « l'opposition ». Mais, en même temps, ces institutions ont créé toute une série de lieux, autres que les jeux d'alliances parlementaires, où se noue une politique de collaboration de classes. Ainsi, l'intégration organique qui s'est développée depuis l'avènement de l'Etat fort, entre la haute administration, certaines institutions et la grande bourgeoisie. « *L'agent de la bourgeoisie au sein du Front populaire* », selon l'expression de Trotsky, c'est autant (sinon plus) tout ce réseau de hauts fonctionnaires, qui fonctionne comme un véritable parti dans l'Etat au service du grand capital, que la présence de Crépeau ou Jobert au gouvernement. Et ce n'est pas un hasard si « l'aile droite » au sein du gouvernement est représentée par des gens comme Delors, Cheysson (et de façon un peu différente Rocard) qui sont organiquement liés à ces réseaux.

Ces remarques ne sont pas abstraites. La question des directeurs des banques nationalisées soulevée par Delors lui-même, les exigences des travailleurs de Renault-Le Mans par rapport à leur directeur prouvent que l'exigence d'épuration des hauts fonctionnaires sera l'un des axes concrets qui cristallisera la bataille pour la rupture avec la bourgeoisie. L'exigence de l'éviction des ministres bourgeois doit rester un des axes permanents des trotskystes et se concrétiser, chaque fois que c'est possible, dans des campagnes de masse. Mais il ne peut, à lui seul, dans la conjoncture actuelle — et les choses pouvant bien sûr évoluer — résumer la bataille pour la rupture politique avec la bourgeoisie. Témoin la campagne que mène la LCR en cette rentrée : non pas sur « Dehors les ministres bourgeois » mais sur le thème « faire payer le CNPF ». Tout simplement parce que c'est l'axe qui, dans les mois à venir, peut le mieux cristalliser à un niveau de masse le refus de tout compromis politique avec la bourgeoisie.

Une certaine tradition résume de façon fort simplifiée la politique de Trotsky face au Front populaire : sa bataille exclusive aurait été l'exigence de l'éviction des ministres radicaux. C'est là une lecture très réductrice (4). Certes, comme nous venons de l'expliquer, Trotsky centrait sa lutte pour la rupture politique avec la bourgeoisie autour de cette question. Mais ce n'était qu'un aspect de sa politique. Car l'exigence du départ des ministres bourgeois était l'un des aspects de la bataille qu'il menait pour opposer au Front populaire une politique de front unique sur des bases de classe. Et définir une telle politique c'était aussi indiquer le programme sur lequel devait se réaliser le front unique et les méthodes à travers lesquelles il devait se construire. Le programme c'était, par exemple, toute la lutte pour l'autodéfense ouvrière contre le fascisme face au pacifisme des réformistes. C'était aussi la défense des nationalisations face au PC et à la SFIO qui, sous la pression des radicaux, refusaient toute « réforme de structure ».

La méthode : refuser le front populaire et défendre le front unique, c'est aussi définir les moyens de le réaliser et ses objectifs de lutte. A la politique parlementaire et légaliste

des réformistes, Trotsky oppose les méthodes de lutte prolétariennes. En 1935, avant les élections, il défend l'idée de la grève générale. A la même période, il propose la création des « comités d'action », instruments de création d'un front unique sur des bases de classe contre la politique d'alliance au sommet de la SFIO et du PC avec les radicaux. Il ne s'agissait pas, pour Trotsky, d'une simple propagande à développer dans la presse, mais de campagnes d'agitation tout aussi importantes que la bataille pour le départ des ministres bourgeois. Ainsi, il écrit en novembre 1935 : « *Je me réjouis de ce que LA VERITE ait lancé dans son dernier numéro le mot d'ordre de comités d'action. Mais un seul article ne suffit pas. Il faut préparer une campagne, comme on l'a fait en son temps pour la milice ouvrière... (5)* » La bataille pour que les réformistes rompent avec la bourgeoisie ne ressemble pas à une course par étapes : dans un premier temps, l'on exigerait le départ des ministres bourgeois (ou, plus généralement, la rupture politique avec la bourgeoisie) pour, dans un second temps, mettre en avant les questions de programme ou l'auto-organisation des travailleurs. Au contraire, la lutte pour l'expulsion des radicaux est aussi le moyen de poser la question du programme : c'est sous le prétexte de l'alliance avec eux que le PC et la SFIO n'ont pas inclus dans le programme du Front populaire les nationalisations ou la semaine de quarante heures. C'est aussi le moyen de poser la question de l'auto-organisation : « *Le mot d'ordre "Chassez les radicaux !" est juste, mais il est insuffisant, parce que vous n'indiquez pas les moyens de les chasser. Or, ces moyens sont indiqués par le VII^e Congrès du Komintern. La résolution concernant le fascisme préconise la création, partout où c'est possible, de larges organismes électifs des masses populaires (les comités d'action)... (6)* »

C'est au travers de la bataille pour la rupture des réformistes avec la bourgeoisie que les révolutionnaires veulent faire avancer la masse des travailleurs vers la prise du pouvoir. Mais cela suppose qu'ils ne se contentent pas simplement d'exiger cette rupture en attendant, par ailleurs, que les masses trouvent le chemin de la révolution. Ils doivent aussi mener campagne sur les objectifs et les formes de lutte ou d'organisation qui

4. Voir par exemple le livre de Just et de Berg de l'OCI : FRONTS POPULAIRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI.

5. OEUVRES, tome 7, page 60.

6. OEUVRES, tome 6, page 201

permettent aux travailleurs d'avancer dans ce sens.

Ce n'est pas l'alternance

Le Front populaire ne fut pas un simple épisode électoral : en Juin 36 se produisit le plus formidable mouvement de grève qu'ait connu la France jusqu'alors. La confrontation ouverte entre la classe ouvrière et le patronat se poursuivait, avec des hauts et des bas, jusqu'à l'échec de la grève générale de novembre 1938.

En mars 1935, Trotsky écrivait : *« La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut l'être avec la politique non révolutionnaire des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est prérévolutionnaire. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de la conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition que la situation prérévolutionnaire deviendra une situation révolutionnaire. »*

En Juin 36, lorsqu'éclate la grève générale, Trotsky précise : *« Le rythme des événements en France s'est brusquement accéléré. Auparavant, il fallait apprécier le caractère prérévolutionnaire de la situation sur la base de l'analyse théorique et de divers symptômes politiques. Maintenant, les faits parlent d'eux-mêmes. On peut dire sans exagération qu'il n'y a dans toute la France que deux partis dont les chefs ne voient, ne comprennent pas ou ne veulent pas voir toute la profondeur de la crise révolutionnaire : les partis "socialiste" et "communiste", auxquels on peut ajouter, assurément, des chefs syndicaux "indépendants". Les masses ouvrières sont en train de créer, par leur action directe, une situation révolutionnaire. (8) »*

Sur quelle dynamique sociale peut donc déboucher la victoire de Mitterrand ? Sera-t-elle une simple alternance social-démocrate à l'anglaise ou à l'allemande, qui redonnera le pouvoir aux partis bourgeois sans affrontements de classes majeurs ? Ou bien ouvre-t-elle une situation comme celle que l'on a connue en 1936 ou à la Libération ? Croire qu'il s'agit d'une simple alternance, c'est com-

mettre plusieurs erreurs. C'est avoir l'illusion que le gouvernement Mauroy sera capable d'opérer des réformes assez profondes pour donner satisfaction à la volonté de changement de la classe ouvrière, à ses revendications essentielles : la crise internationale du capitalisme ne permet pas au patronat de distribuer les miettes qui créent l'illusion que les choses s'améliorent réellement. Ou alors, c'est croire que l'élection de Mitterrand ne traduit pas une réelle volonté de changement. Qu'au contraire elle est le signe d'un recul dans la classe ouvrière ; le signe en serait le recul électoral du PC. C'est aller vite en besogne, oublier que les voix qu'a perdues Marchais sont le produit de sa politique qui, aux yeux de tous, jouait le jeu du maintien de Giscard en place. Depuis 1968, quels que soient les aléas conjoncturels de ses luttes, la classe ouvrière n'a pas connu de reculs significatifs, de défaite d'ensemble. Il ne faut pas confondre échecs partiels (comme en Lorraine), attentisme dû à la politique des directions réformistes qui ont bloqué toute perspective de débouché politique, et reflux de la lutte de classes. Sinon, comment comprendre la défaite de Giscard malgré la politique de division qui ravageait les rangs du mouvement ouvrier ? La victoire de Mitterrand a étonné certains, comme beaucoup avaient été étonnés par Mai 68. Il faut bien distinguer deux choses. L'appréciation de la conjoncture dans laquelle s'est faite la victoire de Mitterrand et la dynamique d'ensemble dans laquelle elle s'inscrit. La conjoncture, c'est — à la différence de 1936 — une victoire électorale sans mobilisation. Les conséquences en sont évidentes : la grève générale n'a pas éclaté juste après les élections (9). Mais là n'est pas le problème. La dynamique générale est, par contre, décisive : non seulement le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière ne s'est pas fondamentalement dégradé depuis 1968, mais la victoire électorale ne peut apparaître que comme un formidable encouragement aux travailleurs pour imposer leurs revendications. Et, en face, il y a un patronat qui, non seulement ne peut pas

9. Comme l'explique Trotsky lui-même, la différence entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire tient à des nuances. Disons que la différence entre la situation qu'analysait Trotsky en 1935, avant la victoire du Front populaire et les grèves de mai-juin, et la situation actuelle repose sur une question. En 1935, les mobilisations de masse existaient, tandis qu'en 1981, la victoire de Mitterrand s'est effectuée sans mobilisation de masse préalable.

7. OEUVRES, tome 5, page 149.

8. OEUVRES, tome 10, page 45.

les satisfaire, mais qui est obligé — quels que soient ses attermoiments actuels — d'imposer ses solutions à la crise. Au milieu, le gouvernement Mauroy, sans marges de manœuvre, sinon celles issues du prestige d'avoir chassé la droite, mais... qui a aussi promis un réel changement.

A ces rapports de forces sociaux qui ne manqueront pas de s'exprimer ouvertement s'ajoutent le poids de la victoire électorale et, comme nous l'avons expliqué, la logique propre des institutions de la V^e République. En 1936, la mobilisation des masses fut très importante (depuis les occupations d'usines de mai-juin jusqu'à l'échec de la grève de 1938), mais elle fut cassée par la politique du Front populaire. Sur la base de ces échecs, la bourgeoisie avait réussi à « digérer » la majorité du Front populaire par un simple changement d'alliance à l'Assemblée : les radicaux s'étaient alliés avec la droite, mettant ainsi en minorité les partis ouvriers. En 1981, la chose est bien différente : vu le pouvoir que confèrent les institutions de la V^e République à la « majorité présidentielle », on ne peut imaginer que les partis bourgeois « digèrent » sans crise la majorité ouvrière. Certes, l'alliance PS-PC peut se rompre et Mitterrand gouverner seul avec la majorité PS en « ouvrant » vers les centristes. Mais le blocage institutionnel reste là : les partis bourgeois ne peuvent reconquérir la majorité politique par un simple jeu parlementaire.

Vers une situation révolutionnaire

Quand nous faisons ces remarques, nous ne voulons pas dire que la majorité ouvrière réformiste au Parlement est garante de la lutte contre la bourgeoisie. Nous voulons simplement indiquer qu'aux affrontements sociaux à venir se juxtaposera l'impossibilité pour les partis bourgeois de renouveler l'opération du Front populaire. Il en résulte une crise institutionnelle que toutes les manœuvres de Mitterrand ne pourront surmonter. Une telle situation ne peut que déboucher sur des affrontements sociaux et politiques décisifs. C'est-à-dire une situation où la question du pouvoir ne sera pas posée pour les travailleurs au travers d'une simple

victoire électorale des partis ouvriers réformistes, mais par la lutte sociale ouverte. Une situation où la bourgeoisie sera en déséquilibre et n'arrivera plus à maintenir de façon stable son pouvoir, mais aussi où les masses mobilisées n'accepteront pas le maintien de ce pouvoir. Bref, ce que Lénine appelait une situation révolutionnaire.

Nul n'est devin, et le problème n'est pas de pronostiquer le rythme avec lequel cette situation va se développer. De même, les marxistes révolutionnaires ne sont pas des fatalistes ; ils savent que la forme et l'ampleur (et à plus forte raison le débouché) d'une situation révolutionnaire dépendent du facteur subjectif, c'est-à-dire du degré de conscience des masses et de l'existence d'un parti révolutionnaire.

On peut tout de même risquer des hypothèses. Les rythmes d'explosion sociale n'iront pas aussi vite qu'en 1936 (si c'était le cas, une grève générale aurait déjà eu lieu). Nous ne verrons pas fleurir dans les mois qui viennent les comités de grève qu'avaient élus les travailleurs occupant les usines en Juin 36 ou les comités qu'avaient constitués les travailleurs portugais face au vide créé par l'effondrement de la dictature de Salazar. La classe ouvrière française a des traditions d'organisation en profondeur, et le mûrissement politique au sein du mouvement traditionnel est nécessaire avant que ces phénomènes se développent en masse. D'autant que nombre de militants ouvriers se souviennent de Mai 68 et ne sont pas prêts forcément à s'engager dans une épreuve de force frontale avec la bourgeoisie sans posséder les instruments pour la faire réussir.

Mais la question n'est même pas là. C'est le cours concret de la lutte de classes — que nul ne peut planifier à l'avance — qui fera basculer la situation actuelle où la question du pouvoir n'est que posée au travers d'une victoire électorale sans mobilisation de masse, dans une situation nouvelle d'affrontement ouvert avec la bourgeoisie. L'important pour les révolutionnaires n'est pas de prétendre devancer les événements, mais d'analyser la tendance générale d'évolution et d'être capables de saisir les indices montrant qu'une situation s'apprête à basculer. La tactique politique concrète, décisive pour accompagner et guider l'évolution de la conscience des masses, ne peut être définie sans analyse de la tendance générale. ■